

Chapitres 13 et 14

L'évolution politique de la France depuis 1945

Table des matières

1	La naissance de la IV^{ème} République	3
1.1	Le nouveau paysage politique	3
1.2	La difficile naissance de la IV ^{ème} République	3
1.3	Une république fragile	4
1.4	L'absence d'équilibre politique	4
1.5	Un régime condamné à l'impuissance ?	4
1.6	Une action honorable mais passée inaperçue	4
2	La fin de la IV^{ème} République	4
2.1	La crise algérienne	4
2.2	la déliquescence du pouvoir	5
2.3	Le 13 Mai 1958 et ses conséquences	5
3	La mise place de la V^{ème} République	5
3.1	les nouvelles institutions	5
3.2	La fin de la guerre d'Algérie	6
3.3	La consolidation de la V ^{ème} République	6
4	La république gaullienne	6
4.1	Une personnalisation croissante du pouvoir	6
4.2	L'usure du pouvoir	6
4.3	Mai 68 et le départ de De Gaulle	7
5	La V^{ème} République de 1969 à 1981	7
5.1	Georges Pompidou (1969-1974)	7
5.2	Valéry Giscard d'Estaing (1974-81)	7
5.3	Le redressement de la gauche	7
6	Alternances et cohabitations	8
6.1	Le temps de l'alternance	8
6.2	Le temps des cohabitations (1981-2002)	8
6.3	La présidence de Jacques Chirac	8

Chronologie : La France depuis 1945

- 1944 : Libération
Gouvernement Provisoire de la République Française
- 1945 : Election d'une première Assemblée Constituante
- 1946 : Départ du Général De Gaulle (20 Janvier)
Election d'une deuxième Assemblée Constituante
Les Français adoptent la constitution de la IVème République
- 1947 : Rupture " Tripartisme" (PCF, MRP, SFIO)
- 1951 : Victoire de la Troisième Force aux législatives.
- 1952 : Gouvernement d'Antoine Pinay
- 1954-55 : Gouvernement de Pierre Mendès-France
- 1956 : Succès du "Front Républicain" aux élections législatives
- 1956-57 : Gouvernement Guy Mollet
- 1958 : Coup d'Etat d'Alger et retour De Gaulle au pouvoir
Michel Debré, Premier ministre, rédige une nouvelle constitution
De Gaulle élu Président
- 1961 : Référendum sur l'autodétermination de l'Algérie
- 1962 : Georges Pompidou Premier ministre
Pompidou renversé par une motion de censure (la seule qui ait réussi à ce jour)
Référendum sur l'élection du Président au suffrage universel
- 1965 : De Gaulle réélu (au suffrage universel cette fois)
- 1966 : La France se retire du commandement intégré de l'OTAN
- 1968 : Evénements de Mai
- 1969 : De Gaulle démissionne
Pompidou élu Président
- 1971 : François Mitterrand devient Premier secrétaire du PS
- 1972 : Premier Programme commun de la gauche (PS et PCF)
- 1974 : Mort de Pompidou.
Election de Valéry Giscard d'Estaing
Jacques Chirac Premier ministre
- 1976 : Raymond Barre Premier ministre mène une politique de rigueur
Chirac prend le contrôle du parti gaulliste qui devient le RPR.
- 1978 : VGE fonde un parti : l'UDF
- 1981 : François Mitterrand élu Président
- 1986 : Défaite du PS aux législatives. Première cohabitation (1986-88)
Chirac Premier ministre
- 1988 : Mitterrand réélu. Michel Rocard Premier ministre.
- 1991 : Edith Cresson première femme Premier ministre.
- 1992 : Pierre Bérégovoy Premier ministre.
- 1993 : Défaite de la gauche aux législatives ; deuxième cohabitation (1993-95)

- Edouard Balladur Premier ministre
- 1995 : Jacques Chirac élu Président. Alain Juppé Premier ministre.
- 1997 : Chirac dissout l'Assemblée Nationale ; victoire de la " Gauche plurielle ". Lionel Jospin Premier ministre. Troisième cohabitation (1997-2002)
- 2002 : Jacques Chirac réélu face à Jean-Marie Le Pen
- 2005 : Les Français rejettent le traité constitutionnel européen
- 2007 : Election de Nicolas Sarkozy

La quatrième république (1946-1958)

Introduction

En 1945, les Français ne veulent pas revenir à la IIIème République. En 1946, la IVème République se met en place ; ce régime reconstruit la France mais il est affaibli par une instabilité ministérielle chronique et il se révèle incapable de régler le problème algérien.

1 La naissance de la IVème République

1.1 Le nouveau paysage politique

La démocratie est restaurée et la France est gouvernée par le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) dirigé par De Gaulle entouré de toutes les forces de la Résistance. La vie politique renaît avec le rétablissement des libertés (presse...), le retour des prisonniers et le vote des femmes.

Les femmes votent pour la première fois aux municipales de 1945.

En Octobre 1945, les Français rejettent le retour à la IIIème République et ils élisent une Assemblée constituante. Ces élections sont gagnées par le PCF, la SFIO et le MRP (Mouvement Républicain Populaire, résistants démocrates-chrétiens soutenant De Gaulle).

1.2 La difficile naissance de la IVème République

Les députés veulent confier de grands pouvoirs au Parlement comme avant 1940, mais De Gaulle veut un Président fort. Le 20 Janvier 1946, il démissionne pour mener sa campagne. Le PCF, le MRP, LA SFIO forment un gouvernement : c'est le TRIPARTISME.

En Mai 1946, le premier projet de constitution est rejeté par les Français à l'appel de De Gaulle. En Octobre 1946, le second projet est adopté malgré l'opposition de De Gaulle (Discours de Bayeux).

La constitution de 1946 qui donne naissance à la IVème République confie l'essentiel du pouvoir à l'Assemblée nationale élue pour 5 ans au scrutin proportionnel. Le président est élu pour 7 ans par les 2 assemblées ('Assemblée

nationale et le Conseil de la République). Le Président du Conseil est investi par l'Assemblée.

1.3 Une république fragile

Pour que les institutions fonctionnent, il faut que les 3 partis soient d'accord, ce qui est loin d'être le cas. Le PCF soutient la révolte des Vietnamiens, dénonce le blocage des salaires et il obéit à Staline en refusant le Plan Marshall et la politique atlantiste de la France. Le PCF est chassé du gouvernement en 1947 et il utilise sa puissance électorale pour affaiblir le régime.

Le pouvoir exécutif n'ose pas résister aux abus des députés.
section L'action de la IVème République

1.4 L'absence d'équilibre politique

A partir de 1947, les partis de gouvernements doivent affronter l'opposition du PCF et du Rassemblement du Peuple Français (RPF) fondé par De Gaulle.

En 1947, la France est secouée par de très grandes grèves insurrectionnelles soutenues par le PCF.

Le MRP, la SFIO et le Parti radical forment la TROISIEME FORCE mais leurs divisions paralysent souvent leur action.

1.5 Un régime condamné à l'impuissance ?

Souvent, les gouvernements éludent les problèmes : l'inflation, les subventions à l'école privée, le projet de CED.

En 1952, Antoine Pinay arrive au pouvoir et redresse les finances.

En 1954, après la défaite de DIEN BIEN PHU, Pierre MENDES-FRANCE devient Président du Conseil. Il dirige le gouvernement le plus populaire de la IVème République, il refuse de négocier avec les partis préférant s'adresser à la population par la radio.

1.6 Une action honorable mais passée inaperçue

L'instabilité ministérielle a discrédité le régime mais l'Etat a mené une action importante. Les gouvernements changent mais les mêmes ministres reviennent toujours au pouvoir. Entre deux équipes, les hauts fonctionnaires assurent le suivi des affaires. La IVème République a reconstruit le pays et l'a fait entrer dans les 30 Glorieuses. Le niveau de vie des Français augmente. Le Maroc et la Tunisie accèdent à l'indépendance.

La France participe à la création de la CECA (1951) et de la CEE (1957).

2 La fin de la IVème République

2.1 La crise algérienne

Le 1er novembre 1954, la guerre commence par une série d'attentats du Front de Libération Nationale (FLN). Ces événements sont une surprise car le calme régnait depuis les émeutes de 1945. Mendès-france envoie des renforts en Algérie mais souhaite négocier avec le FLN. Cependant le conflit se durcit très vite.

En 1956, les élections donnent le pouvoir au "Front républicain" favorable à une paix négociée en Algérie. Mais 52 députés poujadistes antiparlementaires sont élus (parmi eux Jean-Marie Le Pen).

2.2 la déliquescence du pouvoir

Guy Mollet (SFIO) conspué par les pieds-noirs renonce à la paix ; il augmente les pouvoirs de l'armée et il envoie le contingent en Algérie. La France bascule dans la guerre à outrance et l'armée échappe au contrôle du pouvoir politique. En 1956, les avions français capturent un avion marocain où se trouvent les chefs du FLN.

En 1957, c'est la "bataille d'Alger" : Les parachutistes du Général Massu font la chasse aux poseurs de bombes du FLN et ils emploient la torture.

2.3 Le 13 Mai 1958 et ses conséquences

Les soldats et la population d'Alger empêchent les autorités de négocier. Le 13 Mai 1958, les pieds-noirs et une partie de l'armée prennent le pouvoir à Alger et ils réclament le retour de De Gaulle. La France est au bord de la guerre civile.

Le 1er Juin 1958, le Parlement investit De Gaulle Président du Conseil. Il obtient les pleins pouvoirs pour rédiger une nouvelle constitution. La IVème République est en train de mourir.

Conclusion

Le régime mis en place en 1946 est vite retombé dans les travers du régime précédent. De Gaulle va mettre en place un nouveau régime où l'exécutif sera prépondérant. La IVème république va traîner à tort une image négative dans la mémoire des Français ; les dirigeants de cette époque ont été contraints de faire face à une situation intérieure et extérieure très difficile et leur bilan demeure plus qu'honorable.

La cinquième république (1958-2007)

Introduction

La crise intérieure et coloniale permet à l'homme du 18 Juin 1940 de mettre en place un régime où le pouvoir exécutif et son chef disposent d'un pouvoir sans précédent. Les successeurs du Général tentent de maintenir son héritage mais les difficultés ne cessent de s'accumuler.

3 La mise place de la Vème République

3.1 les nouvelles institutions

La constitution est adoptée en Septembre 1958 et crée un pouvoir exécutif fort. Le président n'est plus élu par le Parlement mais par 80 000 grands électeurs.

Ses pouvoirs sont importants : il dispose de pouvoirs exceptionnels en cas de crise (article 16), il peut consulter le peuple par référendum, il peut dissoudre l'Assemblée nationale, il peut faire adopter des lois sans débat (article 49-3).

Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation.

Les députés ont des pouvoirs réduits ; ils sont élus au scrutin uninominal majoritaire à 2 tours ; ce qui permet de dégager des majorités claires.

3.2 La fin de la guerre d'Algérie

De Gaulle combat sans relâche le FLN tout en lançant des réformes économiques et sociales ("plan de Constantine"). Puis il fait le choix de l'indépendance de l'Algérie : en 1959, il proclame le droit des Algériens à l'autodétermination.

En 1960, les pieds-noirs en colère déclenchent la "Semaine des barricades". Le 22 Avril 1961, des généraux tentent un putsch qui échoue.

L'OAS multiplie les attentats des 2 côtés de la Méditerranée. Le 18 Mars 1962, par la signature des Accords d'Evian, l'Algérie devient indépendante.

Un million de pieds-noirs et 150 000 harkis partent dans la douleur vers la France.

3.3 La consolidation de la Vème République

La crise algérienne permet à De Gaulle de renforcer ses pouvoirs et de faire triompher sa conception du pouvoir. Il nomme et révoque les ministres à sa guise.

Il multiplie les référendums

L'Etat contrôle étroitement l'audiovisuel.

Après l'attentat du Petit-Clamart (Août 1962), il propose que le président soit élu au suffrage universel direct. Toute la classe politique se ligue contre lui.

Il remporte une double victoire : l'élection du président au suffrage universel est approuvée à 62 % et son parti (l'UNR) gagne largement les législatives. C'est un triomphe.

4 La république gaullienne

4.1 Une personnalisation croissante du pouvoir

A partir de 1962, De Gaulle exerce un pouvoir monarchique. Il confie la politique intérieure au Premier ministre Georges Pompidou et se consacre au "domaine réservé" : les Affaires Etrangères et la Défense. Il mène une "politique de grandeur" pour redonner à la France son "rang" après la guerre d'Algérie. L'économie se modernise sous la direction de l'Etat qui lance de grands programmes : avion Concorde, bombe atomique, Porte-avions Foch et Clémenceau...

De Gaulle se retire de l'OTAN en 1966, critique les EU au Vietnam, reconnaît la Chine communiste et se rapproche de l'Allemagne (naissance du couple franco-allemand).

4.2 L'usure du pouvoir

Si les gaullistes dominent la vie politique, leurs adversaires se réorganisent. François Mitterrand regroupe la gauche non communiste dans la FGDS. En 1965, lors de la première élection au suffrage universel, De Gaulle n'est réélu qu'au

second tour contre Mitterrand soutenu par l'ensemble de la gauche. Le prestige du Général ne suffit plus pour rallier les électeurs.

4.3 Mai 68 et le départ de De Gaulle

La société souffre d'un malaise qui se dévoile au grand jour avec la révolte des étudiants : manque de moyens pour les universités dont les effectifs explosent, refus des valeurs d'ordre et d'autorité. Le mouvement devient une crise sociale lorsque les salariés se mettent en grève. Malgré les Accords de Grenelle les syndicats sont incapables de faire cesser les grèves.

De Gaulle sort victorieux de la crise ; il dissout l'Assemblée et il remporte une victoire écrasante. Mais ce succès est fragile.

Pour réaffirmer son autorité, il organise un référendum sur la régionalisation et la réforme du sénat ; le non l'emporte et il démissionne le 28 Avril 1969.

5 La Vème République de 1969 à 1981

5.1 Georges Pompidou (1969-1974)

Il est élu facilement contre un centriste Alain Poher, la gauche ayant été éliminée au premier tour. Il veut conserver les acquis du gaullisme et répondre aux attentes des jeunes qui se sont révoltés en 1968.

Le Premier ministre Chaban-Delmas annonce une "nouvelle Société" avec des réformes sociales : création du SMIG, mensualisation des salaires... Ces mesures inquiètent son électorat et Pompidou nomme un Premier ministre plus conservateur Pierre Messmer.

le président meurt de maladie en avril 1974

5.2 Valéry Giscard d'Estaing (1974-81)

Il est élu avec 50,8 % des voix contre Mitterrand grâce à une scission des gaullistes menée par Jacques Chirac.. il est le premier président non gaulliste de la Vème République.

J.Chirac s'installe à Matignon.

De grandes réformes sont lancées : la majorité est abaissée à 18 ans, on crée le "collège unique" et un secrétariat d'Etat à la condition féminine , l'avortement est légalisé, la radio et la télévision sont plus libres vis-à-vis du gouvernement...

A partir de 1976, Raymond Barre devient Premier ministre et il donne la priorité à la lutte contre la crise. Il mène une politique de rigueur très impopulaire : blocage des salaires, restriction du crédit, lutte contre l'inflation. Le chômage monte en flèche.

5.3 Le redressement de la gauche

Le droite se divise : Jacques Chirac après son départ de Matignon crée le RPR et se fait élire maire de Paris (1977). Il engage un combat sans merci contre Giscard qui crée un parti centriste, l'UDF.

A gauche, le PCF, le PS, et le parti radical de gauche signent en 1971 le "Programme commun de gouvernement" qui prévoit des nationalisations et une réduction des pouvoirs de l'exécutif.

Cette alliance permet à la gauche de remporter les municipales de 1977 mais la défection du PCF permet à la droite de remporter de façon inespérée les législatives de 1978.

La vie politique est durablement bipolarisée. A droite comme à gauche existent 2 puissantes formations politiques condamnées à s'entendre.

6 Alternances et cohabitations

6.1 Le temps de l'alternance

En 1981, François Mitterrand qui a constitué une union de toute la gauche est élu Président. De nombreux gaullistes ont voté pour lui. Il dissout l'Assemblée nationale et obtient la majorité absolue.

Le Premier ministre Pierre Mauroy réalise de grandes réformes : nationalisation de banques et d'industries, abolition de la peine de mort, durée hebdomadaire du travail fixée à 39 heures, âge de la retraite abaissé à 60 ans, cinquième semaine de congé, création d'un impôt sur la fortune...

La loi Deferre de 1982 lance la décentralisation.

Mais la crise s'aggrave et les socialistes optent pour la rigueur : lutte contre l'inflation, blocage des salaires...

En 1986, la droite gagne les législatives.

6.2 Le temps des cohabitations (1981-2002)

Mitterrand doit choisir J. Chirac comme Premier ministre qui mène une politique libérale. Le ministre des Finances Edouard Balladur procède à de nombreuses privatisations.

Profitant des fortes tensions sociales, Mitterrand est réélu mais il n'aura pas de majorité absolue. Ses Premiers ministres successifs (Rocard, Cresson, Bérégovoy) ne peuvent lutter efficacement contre la crise.

En 1993, les socialistes sont battus et Mitterrand nomme Balladur Premier ministre ; c'est la deuxième cohabitation.

La cohabitation prouve la solidité des institutions mais elle gomme les différences entre la gauche et la droite ; elle favorise l'abstention et la montée des extrêmes (le Front National).

6.3 La présidence de Jacques Chirac

Il est élu contre le socialiste Lionel Jospin et contre son "ami de 30 ans" Edouard Balladur. Il a fait une campagne antilibérale en promettant de lutter contre la "fracture sociale".

Contrairement à ses promesses, il mène avec son Premier ministre Alain JUPPE une politique de rigueur. En voulant réformer la Sécurité sociale et les retraites, ils déclenchent des grèves très dures qui paralysent la France (Décembre 1995) et ils doivent reculer.

Pour retrouver une légitimité, le Président dissout l'Assemblée nationale mais la "Gauche plurielle" gagne les élections et le Président doit nommer L. Jospin (socialiste) Premier ministre. Une troisième cohabitation (de 5 ans cette fois) commence.

Jospin, profitant du contexte de forte croissance lance des réformes ambitieuses : durée du travail réduite à 35 heures par semaine, création des emplois-jeunes, du PACS, de la CMU. L'Etat agit pour la parité entre hommes et femmes en politique.

Le mandat présidentiel est réduit à 5 ans.

Mais à partir de 2001, la croissance baisse, les délocalisations s'accroissent et l'insécurité augmente.

En 2002, Jean-Marie Le Pen se qualifie pour le second tour de l'élection présidentielle. L'émotion est immense en France et dans le monde.

Jacques Chirac est réélu grâce aux voix de la gauche avec 82 % des suffrages. Il fédère tous les partis de droite dans un seul parti : l'UMP (Union pour un Mouvement Populaire).

Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur lutte contre l'insécurité et devient très populaire.

Le malaise social est aggravé par la mauvaise santé de l'économie. Le gouvernement réforme les retraites en 2003, mais il subit de nombreux revers. En 2004, la gauche gagne 20 régions sur 22 ; en 2005, les banlieues s'embrasent et les électeurs refusent par référendum de ratifier le Traité constitutionnel européen.

En 2006, la jeunesse oblige le Premier ministre, Dominique de Villepin, à retirer le CPE (un contrat d'embauche réservé aux moins de 26 ans).

Jacques Chirac, contrairement à ses prédécesseurs n'a pas occulté les périodes sombres de l'histoire de France : il a reconnu la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des Juifs de France (1995), il a reconnu les injustices faites aux harkis et il a instauré une journée nationale de commémoration de l'abolition de l'esclavage (2006).

Conclusion

La Vème République a donné à la France un gouvernement stable et efficace. L'arrivée de la gauche aux affaires n'a pas bloqué le fonctionnement de l'Etat. Cependant les cohabitations ont brouillé le message des partis politiques. La crise d'Avril 2002, même si elle a été brève est le signe d'un malaise profond et d'un divorce incontestable entre les élites et une frange importante de l'électorat et de la société française.